

DUPLICATA



LETTRE OUVERTE

Paris, le 15 mai 2023

À l'attention de Monsieur Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
Télédoc 151
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Monsieur le ministre de l'Économie et des Finances,

Vous avez annoncé vouloir lutter contre les fraudes, dont sociales et fiscales, alors pourquoi restez-vous inactif, voire obstructif, face aux actions de l'association En Toute Franchise de Martine Donnette et de Claude Diot, également auteurs du livre que je vous joins avec cette présente lettre : 418 Milliards – La fraude de la grande distribution avec la complicité des élus et de l'Administration (Ed. Talma Studios) ?

En effet, ils ont attiré notre attention sur des faits particulièrement graves ressortant de vos attributions : la grande distribution exploiterait plus de 5 millions de mètres carrés de façon illicite, ce qui constitue un délit et même un **SCANDALE D'ÉTAT** compte tenu de l'ampleur de la fraude.

C'est d'ailleurs le mot que vous employez vous-même dans votre réponse à En Toute Franchise du 17 octobre 2016 (copie ci-jointe) :

« Vous le savez, je me suis engagé avec force sur le scandale que représente la mauvaise application de la loi sur la liberté d'entreprendre de 1973, loi d'orientation du commerce avec tous ses règlements. [...] Je souhaite rétablir un État fort, où les décisions de justice seront respectées, où les lois seront appliquées. Depuis trop longtemps, l'expansionnisme de la grande distribution privilégie les promoteurs immobiliers et contribue à la destruction du commerce de proximité. »

Vous êtes donc parfaitement informé « depuis trop longtemps » que les lois ne sont pas appliquées en la matière (l'association vous a adressé près d'une trentaine de courriers, sans compter les procédures allant jusqu'au Conseil d'État dans lesquelles votre administration intervient).

Depuis les six dernières années où vous êtes en fonction en tant que ministre d'État chargé de l'économie et des finances, il semble que vous n'ayez rien accompli pour faire cesser ce « scandale ».

C'est même l'association En Toute Franchise qui doit engager à ses frais des procédures en justice contre les préfets pour qu'ils fassent respecter la loi. Est-il normal que des préfets soient condamnés à agir ? Est-ce votre définition de « l'État fort », alors que vous ne faites pas même respecter les lois de la République ?



Les magistrats ont donné raison à En Toute Franchise dans les trois dossiers où les préfets faisaient preuve d'un refus d'agir que l'on pourrait qualifier de « coupable », mais ce sont vos services qui font appel de la décision dans l'un d'eux. Sans doute l'illustration de votre écrit « où les décisions de justice seront respectées » ? Quant aux deux autres cas, les préfets ont aussi été condamnés par la Justice à faire respecter la loi, mais aucune amende n'a été imposée par votre ministère aux deux grandes surfaces exploitant les surfaces illicites avérées.

Pour quelle raison ? Pourquoi votre Administration est-elle si bienveillante avec les fraudeurs de la grande distribution, allant jusqu'à régulariser a posteriori leurs fraudes en toute impunité ? Est-ce là votre conception d'un État de droit, qui absout et favorise les coupables lorsqu'ils sont puissants et riches ? Où est votre soi-disant engagement « avec force », si ce n'est masquer cette fraude massive ?

Si vous faisiez simplement respecter la loi, ce sont des milliards d'euros d'amendes qui rempliraient les caisses de l'État, ce qui aurait épargné à la France cette réforme des retraites tant injuste, qui met quasiment le pays à feu et à sang et laissera de profondes séquelles.

De plus, outre le non-respect de la loi, ces millions de mètres carrés illicites détruisent le commerce de proximité, comme vous l'écrivez dans votre courrier, donc l'emploi. En effet, un nouvel hypermarché crée de 250 à 300 emplois, mais il en détruit plus de 700 aux alentours.

Par suite, les centres villes, particulièrement dans les communes de taille moyenne et petite, deviennent des déserts commerciaux, avec des conséquences incalculables, dont l'obligation d'utiliser une voiture ne serait-ce que pour faire quelques courses de base. Est-ce ainsi que vous respectez les engagements de la France sur le climat ?

Outre les fraudes aux surfaces illicites (cf. *Revue NEXUS n°109*), de nouveaux établissements sont construits sur des zones inconstructibles, voire inondables, avec des risques sur la vie de nos concitoyens et de leur environnement. Quand comptez-vous faire respecter la loi et remplir les responsabilités qui sont les vôtres vis-à-vis du peuple français ?

Naturellement, l'association En Toute Franchise tient à votre disposition tous les dossiers de fraude en sa possession, bien que vos services en aient déjà parfaitement connaissance.

Dans l'attente de la réponse que vous ne manquerez pas de nous apporter sur ce « scandale d'État » et les raisons de votre inaction pour le faire cesser, veuillez agréer, Monsieur le ministre de l'Économie et des Finances, l'expression de ma respectueuse considération.

M. Morad EL HATTAB
Président de l'Alliance pour la France